



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 21 MAI 1983

N° 211

PRIX : ANTILLES : 2 F
FRANCE : 3 F

Editorial

CONSEIL REGIONAL : LE POUVOIR DE VOTER ET DE PLEURNICHER

Le gouvernement vient de décider que les conseillers régionaux pourraient désormais faire partie des "grands électeurs" qui participent donc à l'élection des sénateurs. Ah ! Voilà une nouvelle compétence de l'assemblée régionale - un petit os à sucer en attendant que soient réellement déterminées toutes les compétences de la nouvelle assemblée locale dont on nous disait qu'elle aurait des pouvoirs locaux forts et réels... Si tant est qu'elle ait un jour des compétences ! plusieurs mois après l'élection au conseil régional, à part quelques-uns on ne sait toujours pas quels sont réellement ces pouvoirs. A tel point qu'une petite guéguerre semble s'installer entre le conseil général et conseil régional le premier agissant contre le transfert de ses pouvoirs au deuxième.

Et même au niveau du gouvernement cela reste flou et vaseux, parce que en réalité le gouvernement ne tient pas à ce qu'il existe ici aux Antilles la moindre parcelle de pouvoir autonome local. Oh ça n'est pas que l'application à la lettre de la décentralisation changerait quoi que ce soit. Puisque même à la lettre le projet de décentralisation était déjà creux...

Alors les responsables politiques français décident de tout, absolument de tout, et même lorsque Mauroy envoie un Dommien de service venir faire une "enquête" sur place, c'est du vent !

Le pouvoir colonial français reste le maître de 7000 kms, par réflexe colonialiste et au nom des intérêts d'un petit Lobby d'exploiteurs locaux qui s'empressent les poches : Les blancs békés, les rois de l'import export, les gros commerçants et d'autres profiteurs de ce système.

La gauche française n'a jamais aucune intention de décoloniser quoi que ce soit. Le mépris colonial continue de suer par tous les pores du tissu social antillais. De grands chefs blancs qui décident de tout soutenir par une panoplie de larbins noirs ayant une facilité extrême d'adaptation à toutes les situations, à toutes les nuances du colonialisme, une souplesse d'échine peu commune.

Aujourd'hui pour ceux qui en douteraient encore, et qui espéraient en l'avènement d'un gouvernement de gauche, après deux ans de pouvoir, où est le changement ?

L'émigration a-t-elle diminué, ainsi que le chômage ? le racisme officiel a-t-il cessé de s'exprimer ? le peuple antillais peut-il faire ses choix politiques, décider de ses orientations économiques, sociales de ses rapports avec son environnement caraïbe et international, de l'occupation de ses sols, de son éducation etc... Pas plus qu'hier. Bien sûr que non !

Tous ces jours-ci nous avons entendu des déclarations de politiciens qui pleurnichaient sur le fait que nous ne bénéficions pas des aides que la communauté européenne accorde aux autres îles de la Caraïbe dans certains cas. Nous aurions moins d'ECU par habitant que d'autres, parce que la France tient à sa chasse gardée de Guadeloupe et Martinique, etc... etc. voilà à quoi sont réduits les conseillers régionaux Antillais dont on disait qu'ils auraient tant de pouvoirs !

Suite p. 2

MARTINIQUE

FOOTBALL : AU ROBERT UN ACCIDENT REVELATEUR



Samedi 15 mai, 22ème journée du championnat de football de la division honneur. Au Robert, le club local, l'US Robert, reçoit le Racing Club de Rivière Pilote.

Dès l'abord de la commune, spectacle inhabituel : des dizaines et des dizaines de véhicules stationnés des deux côtés de l'autoroute, sur une longueur difficilement imaginable. On se croirait au Parc des Princes ou à Geoffroy Guichard, à la différence près qu'il n'y a ici aucun parking de prévu.

L'entrée du bourg se fait péniblement, au pas, dans un embouteillage pénible. Pourtant un camion de transport de bananes a entrepris de remonter cette voie. Près du stade, quelques "débrouillards" ont aménagé un parking sur un champ en bordure de la route. A l'aide d'une pancarte, ils invitent les automobilistes à stationner en échange de la "modique somme" de dix francs.

Une fois arrivé devant le stade, enchevêtrement indescriptible de véhicules particuliers et de cars. Aucun membre d'un service d'ordre quelconque, aucun policier, aucun gendarme, alors que la gendarmerie se trouve à un kilomètre.

C'est donc dans ce contexte qu'en ce samedi après midi se déroulait la grande journée de football tant annoncée.

Il est vrai que Rivière Pilote est la "Mecque" martiniquaise du football.

Ce sont donc plusieurs milliers de personnes (10 000 selon certains) qui se présentent aux portes du stade. Après avoir vendu un nombre inhabituel de tickets, constatant qu'il était impossible d'accueillir tout ce monde, les responsables du club décident de fermer les portes.

Mais les supporters ne conçoivent pas d'avoir parcouru tant de kilomètres pour rien. Ils sont venus encourager leurs équipes, ils ont de quoi payer, ils veulent entrer.

Préposés à l'entrée, chiens, vigiles, sont débordés, bousculade monstre, les portes sont défoncées, d'autres s'entraident pour passer par dessus l'enceinte, le stade est envahi.

Mais une fois dans l'enceinte où s'installent-ils ? Déjà ceux qui ont payé les 18 francs demandés n'ont pu trouver place. La tribune archi-pleine de spectateurs debout, serrés les uns sur les autres. Les rares emplacements un tant soit peu surélevés (enceintes, arbres, bancs) sont occupés. On s'agglutine alors sur le seul lieu surélevé qu'il y a encore le toit de la tribune.

L'ambiance est chaude, le match commence. Un quart d'heure environ après le début, c'est un craquement sinistre, mêlé de cris, qui attire l'attention sur le côté droit. Des dizaines de personnes glissent lentement dans le vide, chutant lourdement sur ceux qui se trouvaient sous cette partie du toit.

Panique générale, de tous les côtés on accourt vers le lieu de l'accident, alors que quelques personnes essaient au contraire de fuir ce lieu. Les officiels sont pétrifiés, les joueurs également.

Les premiers blessés se relèvent et se dirigent tout de suite vers la sortie afin de se soigner chez eux.

D'autres réalisent avec difficulté le dramatique auquel ils viennent d'échapper. D'autres encore se maîtrisent difficilement, des cris de nerfs des sanglots éclatent de tous côtés. Des corps sont dégagés.

On forme des groupes autour d'eux afin de reconnaître un parent, un ami ou une connaissance. Les joueurs accourent aux nouvelles. La presse lance immédiatement la nouvelle sur les ondes, hésitant entre les termes d'"incident" ou "accident". Ceux qui ont assisté à l'accident craignent le pire.

Suite page 2

VISITE DE WILFRID BERTILE,

"CHARGE DE MISSION" DU GOUVERNEMENT

La Guadeloupe vient de recevoir la visite du député de la Réunion, Mr Wilfrid Bertile. Après un séjour de 2 jours dans notre île, le voilà parti vers la Martinique, où il s'en va poursuivre sa mission.

En effet, ce député réunionnais est chargé par le premier ministre d'une mission d'étude sur le logement dans les départements d'Outre Mer.

Cette mission d'étude est d'une durée de 6 mois. Mais il n'a pas fallu plus de 2 jours à Mr Bertile pour se rendre compte sur place des problèmes, s'informer auprès

des élus locaux sur les demandes en matière de logement, bref, réunir toutes les informations nécessaires sur la question, tenter de résoudre les problèmes qui se posent.

En réalité, ni cette visite éclair, ni cette mission de six mois ne pourront résoudre les problèmes de logement en Guadeloupe.

Comme Wilfrid Bertile, le député de Fort-de-France Aimé Césaire avait été chargé d'une mission par le gouvernement dans le domaine culturel. Cette mission s'est achevée sans qu'il ne soit question ni de sa portée, ni de ses résultats.

Le gouvernement français se sert de ces hommes politiques locaux pour tenter de jeter de la poudre aux yeux des populations des DOM TOM.

Le gouvernement est "socialiste", le DOM TOM doivent se "responsabiliser", il confie donc des missions à des élus locaux.

Mais ces missions sont factices, elles n'ont ni contenu ni résultats. Le gouvernement choisit de ne confier à ces hommes politiques à sa dévotion que des missions creuses.

MARTINIQUE : QUAND DES AGRICULTEURS PROTESTENT CONTRE

LA CHERTE DE L'EAU

Depuis près de 4 semaines circule une pétition d'agriculteurs du Sud Est de la Martinique, pétition dénonçant entre autres choses la cherté de l'eau du barrage de la Manzo.

Que disent les signataires ?

"... La sécheresse sévit avec acuité dans toute la région... Des contrats d'irrigation n'ont été soucrits que pour 1200 hectares environ sur les 4600 prévus".

Qu'est-ce qui explique donc cette apparente contradiction : malgré la sécheresse, l'eau du barrage est peu utilisée ?

Les pétitionnaires donnent eux-mêmes la réponse : "... le coût élevé du mètre cube d'eau qui est de 48 centimes ainsi que celui de l'investissement qui voisine les 8000 francs hectare sont les motifs essentiels pour lesquels l'eau du barrage est peu utilisée".

Et effectivement, c'est un spectacle frappant que de voir, côte à côte quelques champs irrigués, bien verts, du côté du François, Vauclin, et les immenses étendues de savanes brûlées, sur lesquelles broutent des troupeaux amaigris.

Il est donc visible à l'oeil nu que l'on peut produire plus avec l'eau. Quels sont donc les obstacles qui empêchent les agriculteurs de souscrire un abonnement à l'eau de la SAPISE (Société d'Aménagement du Périmètre d'Irrigation du Sud Est) ?

Il est admis qu'il faut environ 5 000 mètres cubes d'eau pour irriguer un hectare de terres. On admet aussi qu'un agriculteur ne peut se tirer d'affaire qu'avec une moyen-

ne de 10 hectares de terre. Au prix de 48 centimes le mètre cube, le coût de revient de l'eau pour l'agriculteur moyen atteindra 24 000 francs. A cette somme, il faut ajouter l'investissement en matériel d'irrigation qui atteindra toujours pour 10 hectares 80.000 francs.

Donc les dépenses supplémentaires atteignent dès la première année plus de 100.000 francs par hectare.

Or cette dépense se fait uniquement pour l'eau. Mais il y en a nécessairement d'autres. Car il n'est semble-t-il pas recommandé (dans le cas d'un éleveur par exemple, de continuer à élever le même troupeau qu'auparavant dans les mêmes conditions qu'auparavant, alors qu'il y a beaucoup plus d'eau. Le plus profitable est d'augmenter la taille du troupeau, d'améliorer les pâturages, en plantant de l'herbe sélectionnée... Toutes dépenses qui accroissent d'autant les investissements les lourdes charges du planteur.

Et cela se fait alors que la production n'est pas encore vendue, alors que l'éleveur ou le planteur de bananes n'ont pas encore touché le premier centime supplémentaire qu'ils escomptent de l'irrigation.

Que demandent alors les signataires de la pétition ?

Tout d'abord, la baisse du prix du mètre cube d'eau ainsi que du prix de la location du compteur et du prix du forfait.

Mais ils réclament surtout que les excédents du Crédit Agricole servent à financer le matériel d'irrigation et surtout ils

réclament l'institution "d'une taxe sur tous les produits agricoles importés pour financer à la fois la SAPISE et pour subventionner le matériel d'irrigation".

Mais les taxes à l'importation existent déjà en Martinique : c'est le cas de l'octroi de mer par exemple. Cette taxe n'a pas empêché la production agricole martiniquaise de s'effondrer. Instituer une taxe à la consommation aura surtout comme conséquence évidente de faire augmenter le coût de la vie pour la population. Quant aux bénéfices que pourraient en retirer les planteurs ils seront proportionnels à la quantité de terre qu'ils possèdent, terre qui détermine le volume de leur production. Et les signataires de la pétition, s'ils font partie d'une couche d'agriculteurs relativement bien lotis sont loins d'être de grands propriétaires. Ce n'est même pas à eux que profiteraient une telle mesure.

Les réels bénéficiaires seraient ceux qui possèdent des centaines d'hectares de terre, qui jusqu'à maintenant s'intéressent fort peu à produire pour la consommation interne, car ils savent qu'il y a mieux à gagner ailleurs, dans la banane ou dans l'importation.

En réalité il arrive à la SAPISE ce qui arrive à toutes les opérations que l'on lance en Martinique pour "développer le pays".

On déclare tel objectif prioritaire : C'est le cas du tourisme, dans les années 70, comme ça a été le cas avant la création d'emploi dans

l'industrie. On investit de l'argent dedans. Puis on attend les résultats qui dans le meilleur des cas ne peuvent être que très partiels.

Parce que les vrais problèmes sont ailleurs.

Et le premier de ces problèmes est la domination d'une poignée de propriétaires de terre sur l'économie du pays. C'est eux qui entre autres vendent fort cher le matériel d'irrigation. C'est eux qui aujourd'hui n'achètent pas de l'eau à 48 centimes le mètre cube, mais l'achèteront peut être moins cher, si le prix baisse.

Ces gens-là se soucient fort peu des problèmes de l'agriculture surtout celle pour la consommation interne, car leur profit est récolté ailleurs.

L'agriculture martiniquaise souffre certes du manque d'eau. Elle souffre surtout de la domination capitaliste des propriétaires de centaines d'hectares de terre.

Jacques Bruel

Guadeloupe

JARRY : FIN DE LA GREVE DES TRAVAILLEURS DE LA DIGEQ

La Diffusion Générale des Quincailleries plus connue sous le sigle DIGEQ fait partie des entreprises à la tête desquelles on trouve des hommes comme Gothland et Gros. C'est le cas notamment du magasin La Palette et de l'entreprise de production de clous Facomat.

DIGEQ importe des produits de quincaillerie, de la peinture qu'elle fournit à ses clients jusqu'aux petites îles. Il n'y a pas de convention collective. Les négociations entreprises pour l'établissement de cette convention collective dans ce secteur n'ont rien donné l'année dernière. Ainsi, chaque section syndicale devra lutter pour établir des conventions dans le cadre de son entreprise et cela au bon vouloir, bien sûr, des patrons.

Les travailleurs de la DIGEQ voyant leur pouvoir d'achat s'effriter ont voulu établir avec la direction, en l'occurrence M. Gros une grille hiérarchique des salaires et le principe d'une prime de transport de 50 F. Devant le refus de la direction de répondre favorablement aux exigences des travailleurs, ceux-ci ont entrepris une action de grève le vendredi 06 mai. Après 12 jours de grève, les travailleurs de la DIGEQ et leur section syndicale CGTG ont décidé de reprendre le travail le mardi 18 mai. Ils doivent rencontrer la direction afin de poursuivre les négociations dans les jours qui viennent. Direction qui ne leur propose que 25 F de prime de transport et qui refuse l'établissement de la grille hiérarchique des salaires.

MARTINIQUE :

FOIRE MADIN EXPO : BEAUCOUP DE BLUFF

La foire Madin'Expo 83 ferme ses portes après avoir obtenu un très grand succès au moins par la foule qui a visité les stands : plusieurs dizaines de milliers de personnes en tout. L'accueil fait par le public a été en général favorable, dans le sens que les gens ont été surpris de voir les objets produits et pensent que c'est positif pour l'économie du pays.

C'est donc un succès pour les organisateurs, en particulier pour la Chambre de Commerce : un certain nombre de capitalistes ont pu exposer leurs produits et les faire connaître un peu mieux du grand public. Mais au delà de cet objectif, faut-il croire les organisateurs, lorsqu'ils présentent les réalisations actuelles comme un témoignage de la vitalité de l'industrie martiniquaise et comme la voie dans laquelle il faut persévérer ?

Tout d'abord, que signifie "produire local" ? S'il s'agit du dernier lieu auquel on a mis la dernière touche à un produit avant sa consommation, effectivement les produits exposés étaient des "produits locaux". Car dans les faits, c'est à cela que se réduit la production locale, qui n'a de local que la main d'oeuvre qui sert à la production, tout le reste étant importé.

Prenons le cas de telle entreprise de sa-

laison.

Cette entreprise se contente de mettre en bocal les abats de porcs élevés en Bretagne. Et lorsqu'on a demandé à un éleveur de porcs martiniquais est-ce que l'entreprise de salaison représentait un débouché pour lui, il a répondu NON. Car un porc ce n'est pas seulement la queue et les pattes, c'est aussi la viande, les jambons, les abats, pour produire paté et rillettes, etc. L'entreprise le marché de salaison ne peut pas acheter la production locale car ce qu'il fait est très spécialisé et il ne saura que faire du reste de l'animal.

Et c'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles les produits fabriqués ici reviennent cher : les produits sont étroitement dépendants des matières premières achetées à l'extérieur dont les prix peuvent varier fortement.

Autre chose sur laquelle il ne faut pas se tromper : c'est sur le volume de cette production. Nous ne contesterons pas le chiffre de "mille produits locaux" qui seraient fabriqués ici. Mais pour connaître le poids réel de ce secteur, il faut savoir que les entreprises industrielles ont créé péniblement en 3 ans 350 emplois. Or dans la même période, en reconvertissant leurs plantations,

les planteurs de banane ont supprimé 2000 emplois. A ce rythme là, les 35 000 chômeurs officiels recensés par l'ANPE devront attendre 300 ans pour être embauchés dans l'une de ces entreprises représentant l'avenir de la Martinique.

Car malgré toutes les volontés pour le faire "gonfler" ce secteur représente très peu de choses. Et il est un fait remarquable, c'est que les capitalistes békés qui sont les gros, ses fortunes ici en Martinique n'exposaient pratiquement rien, sauf des activités marginales par rapport au gros de leur production. L'activité "industrielle" est entre les mains de quelques artisans et petits capitalistes noirs qui essaient de se faire un peu d'argent en exploitant une dizaine d'ouvriers (c'est la taille moyenne des entreprises créées dans ce secteur).

Les gros capitalistes eux sont en position de force dans les deux secteurs principaux : l'agriculture qui leur donne accès à la mangeoire des subventions, et l'import export. C'est eux qui sont responsables du marasme économique des Antilles, même s'ils consentent dans des activités mineures à laisser une petite place aux capitalistes noirs.

MARTINIQUE FOOT BALL: UN ACCIDENT REVELATEUR

Finalement on dénomblera une trentaine de blessés dont 3 ou 4 gravement atteints. Il y a de nombreux traumatismes et des fractures. L'irréparable n'a pas eu lieu : pas de mort d'homme. On commence à respirer, mais le cauchemar n'est pas terminé. Les secours auront la plus grande peine à se frayer un chemin, des véhicules sont déplacés à bras d'hommes par les pompiers aux abords des entrées.

Presqu'en même temps apparaissent deux motards et trois gendarmes visiblement dépassés eux aussi.

Le président de l'US Robert ne peut retenir ses pleurs. On décide de continuer le match. Le spectacle continue. Il n'en faut pas plus pour que la tribune se remplisse de nouveau et que d'autres irresponsables, moins nombreux cette fois se retrouvent sur la partie restante de la toiture.

Résultat de la rencontre : Racing bat le Robert par 2 buts à 1, il y aurait une quarantaine de mille francs dans les caisses et... une trentaine de blessés.

Cet accident qui aurait pu être bien plus tragique soulève bien entendu le problème des infrastructures sportives inadéquates dans un pays où l'engouement pour le sport est tel. Des stades trop petits qu'on remplit trop, avec cette âpreté au gain qui existe un peu partout maintenant dans le domaine du sport. A ce propos notons en passant que la dime importante prélevée par l'état sur les recettes ; Voilà une des causes de tels accidents, qu'on peut d'ailleurs fort aisément prévoir.

Mais cela amène d'ailleurs à se poser des questions sur une société où se produisent de tels débordements. Car on peut bien sûr proposer et construire de plus grands stades, avec de vastes parkings, un service

d'ordre efficace et nombreux.

Le risque de se retrouver débordé n'en existera pas moins. Car à l'heure actuelle, il y a un engouement tel pour les manifestations sportives que chaque week-end ce sont des dizaines et des dizaines de milliers de personnes qui se précipitent au match.

Rien ne semble devoir tarir le flot. Car toute l'énergie de la population est canalisée dans un sens que l'on espère le plus anodin possible. L'engouement pour ce sport, comme celui pour les bals ou autres zouks relève de la même volonté : n'offrir que les distractions les moins dérangeantes possibles pour l'administration coloniale.

C'est ce qui fait que de telles manifestations de fanatisme et de dévouement collectifs se déroulent. L'autre samedi au Robert, cela aurait pu tuer.

Suite de la page 1

SUITE DE

L'EDITORIAL

... A pleurnicher, à mendier parce que c'est cela seul que la France coloniale leur permet de faire. C'est comme cela que les gouvernements français aiment les entendre parler.

C'est là le seul pouvoir réel qu'ils ont.

ECHOS DES ENTREPRISES

MARTINIQUE . METALLURGIE

LES NEGRES DE SERVICE DU SYNDICAT PATRONAL.

A la tête du syndicat patronal de la Métallurgie se trouvent 3 capitalistes noirs : les patrons d'IDECA, de METALSYDNEY et CARNIER. Et depuis, ils roulent les mécaniques, se gargarisent de grands mots et font les grands grecs.

Trop contents du rôle de chefs qu'on leur a donnés, ils font l'important.

Mais tous ces grands airs ne changent pas les choses : ils ne sont que des petits capitalistes, à qui les gros permettent d'ouvrir la bouche à leur place.

Décidément, même quand ils ont quelques sous, ils ne sont que des larbins au service des gros capitalistes blancs.

LA METALLURGIE EXPOSE A MADIN EXPO 83

7 entreprises de la Métallurgie ont exposé : Sunwind Energies, SATNO, IDECA J.B.L, TREFIMA, SERMETRA et SOCO MI.

Ces patrons vantent abondamment le fait qu'ils produisent "local", qu'ils veulent faire avancer le pays.

Nous, nous savons que la seule chose qu'il y a de local dans tous ces produits, c'est notre force de travail, c'est l'exploitation que nous subissons. C'est cela qui permet à ces patrons de parader aujourd'hui.

Car le fric qu'ils ont empoché, lui n'a rien de local, sinon de s'être localisé dans les coffres forts de Jean Baptiste, de Hayot ou de Parfait !

Jusqu'au moment où nous aurons décidé de reprendre notre bien !

METALLURGIE . SOCOMI UNE LOI INJUSTE.

Les élections de délégués du personnel viennent d'avoir lieu à la SOCOMI. Et le patron, PARFAIT, a obtenu avec la complicité du syndicat FO, la division du personnel en deux collèges. Et c'est ainsi que le collège "cadres" avec 6 inscrits a droit à 1 délégué, de même qu'il n'y a qu'un seul délégué pour représenter les 43 ouvriers ! Comme si chaque cadre valait 7 ouvriers !

Mais le patron sait bien que ce n'est pas vrai, notamment quand il s'agit de produire. Aux ouvriers de montrer à Parfait leur poids réel quand il s'agira de revendiquer.

SOCOMI. UNE MANOEUVRE DE-JOUEE

Au premier tour des élections il n'y avait que des candidats de Force Ouvrière. Ce syndicat s'était prêté à une manoeuvre patronale divisant le personnel en 2 collèges : un collège cadre et un collège ouvrier, ce qui fait qu'il y a 1 délégué cadre et 1 délégué ouvrier.

L'autre syndicat CGTM avait refusé cette manoeuvre approuvée par F.O ce qui fait que cette dernière a organisé les élections avec le patron. Pour permettre aux ouvriers de faire un choix réel et permettre qu'il y ait des candidats plus combatifs qui soient élus, les travailleurs ont voté blanc en majorité.

Le syndicat F.O n'a eu que 15 voix sur 45 inscrits dans le collège ouvrier. Il y aura donc un second tour dans lequel les candidatures sont libres.

Les ouvriers de SOCOMI ont donc fait échec aux manoeuvres patronales.

SOCALTRA CE N'EST QU'UN ACOMPTE !

Vogel a affiché une note de service affirmant que nos salaires seront augmentés de 4 % en deux temps pour l'année 1983

Est-ce une manoeuvre pour nous faire croire en la bonté des patrons ou plutôt un geste pour nous dire que c'est lui qui a triomphé dans notre grève et qu'il fait ce qu'il veut ? Nous ne savons pas.

Mais ce que nous savons, c'est qu'il ne s'agit nullement d'un cadeau. L'argent c'est notre argent, car c'est notre travail

qui produit les richesses et qui enrichit la SOCALTRA.

Donc, en faisant cela, Vogel ne fait que nous rembourser une faible partie de notre dû. Et ce n'est pas cela qui nous empêchera de revendiquer une augmentation bien plus importante.

MARTINIQUE .

SECURITE SOCIALE

TRINITE : A L'ATELIER DE REPROGRAPHIE, ON STOCKE

Si le parc en machines d'imprimerie s'agrandit l'atelier par contre, n'a pas vu un mur bouger.

Il faut se pousser pour laisser l'autre passer dans ce petit espace. C'est dire que si la direction pense qu'il faut faire travailler le personnel, les conditions dans lesquelles cela se passe ne sont vraiment pas son affaire.

Voilà pour l'espace. Quant au bruit, les machines sont condamnées à ne jamais fonctionner toutes ensemble, car les tympans ne survivraient pas aux décibels.

L'ingénieur conseil chargé de la sécurité à la Caisse, invité à venir mesurer le bruit, a jusqu'ici fait la sourde oreille.

En tout cas après les fichiers de l'immatriculation, c'est des machines que la Caisse stocke. C'est une manière comme une autre de gérer...

OU EST LE CENTRE PILOTE ?

C'est un peu la question que tout un chacun semble se poser à la Caisse.

En effet, pour expérimenter la future chaîne d'assurance maladie qui verra s'introduire l'informatique, la direction avait, dans un premier temps, envisagé d'exercer ses talents au service des A.S. du Centre du Lamentin.

Mais compte tenu des derniers mouvements revendicatifs des agents du Lamentin, qui avaient déclenché plusieurs arrêts de travail, la direction a changé d'idée. Elle s'est orientée ailleurs, et a décidé de jeter son dévolu sur le Centre de Trinité. Autre chose, la direction dans son rapport sur l'informatisation, prévoyait que les premiers essais pourraient intervenir "vers octobre / novembre 1982". Nous sommes en Mai 83. On attend toujours.

Et note que dans ce même rapport, dans une note d'information au personnel, elle soulignait : "qu'une bonne marche du système impliquait une plus grande rigueur de travail".

A qui le dit-elle ?

COMMERCE GUADELOUPE

ECHOS DE LA JOURNEE D'ACTION DECIDEE PAR LE MASU DANS CERTAINES ENTREPRISES.

Le syndicat avait décidé d'organiser une journée d'action pour nos revendications le lundi 2 mai. Mais souvent le mouvement n'a pas été tellement préparé, et dans l'ensemble il n'y a pas eu de mobilisation réelle.

NOUVELLES GALERIES

Une réunion d'information a été faite le vendredi 29 et plusieurs d'entre nous n'étions pas hostiles à marquer le coup. Mais le patron a appris la nouvelle très rapidement et quelques heures après la réunion jouant sur la confusion du fait qu'il pouvait s'agir d'une simple récupération de la journée du 1er mai, il faisait afficher une note de service précisant que le magasin fonctionnerait normalement le lundi.

Lundi matin, le mouvement n'a pas été suivi du tout.

K. DIS VILLE

Là le mot d'ordre définitif est parvenu fort tardivement aux délégués et il n'y a pas eu de réunion d'information, de préparation. Le lundi 2, nous avons donc travaillé normalement.

K. DIS ENTREPOT : LE PATRON A EU UNE PETITE LEÇON

Là il en a été autrement. Une réunion d'information ayant eu lieu, le patron a réagi de façon tout à fait méprisante, vis à vis de nous.

Alors pour cette raison nous avons décidé bel et bien de faire une journée de grève le lundi 2

La grève a été suivie à environ 70 % et nous sommes restés discuter devant l'entreprise empêchant l'approvisionnement normal d'avoir lieu.

PRISUNIC HIBISCUS . DES LOCAUX VETUSTES.

A Prisunic Hibiscus, les portes des toilettes des fermes sont enfoncées et n'ont jamais été réparées.

Est-ce parce que le directeur souhaite pouvoir nous surveiller à tout moment ? On ne sait jamais !

En tout cas les locaux et les sanitaires sont vétustes dans ce magasin, et il serait grand temps de les rénover.

GUADELOUPE ----- SIG :

LES ELECTIONS DE DELEGUES . LES RESULTATS.

Les élections de délégués du personnel ont permis à la liste MASU d'obtenir 1 siège et à l'UGTG d'en obtenir 5. Il faut noter que le MASU ne s'était pas présenté au deuxième collège (cadres) alors que l'UGTG y obtient 1 siège.

Dans le 1er collège - ouvriers, le MASU obtient 31 voix sur la liste de titulaires et 39 voix sur celle des suppléants.

Quant à l'UGTG il obtient 113 voix sur la liste des titulaires et 106 sur celle des suppléants.

L'avance de l'UGTG est donc assez nette. Mais il faut noter que le MASU ne s'était pas présenté l'année dernière. En fait il retrouve le siège qu'il avait laissé il y a 2 ans. Chaque syndicat retrouve donc ses mêmes sièges.

Les candidats, eux non plus n'ont pas changé.

La participation fut de plus de 70 % dans le collège des travailleurs.

On peut donc dire que nous sommes intéressés à ce vote.

N'oublions pas cependant que ce n'est pas seulement un "bon délégué" qui changera nos conditions de travail. Mais, nous tous, ensemble.

L'ARGENT S'EN VA MAIS LA POUSSIERE RESTE.

Dans une note de service, le directeur ne comprend pas que l'on n'accorde pas la prime de poussière aux femmes de ménage remplaçantes. Nous non plus.

Par contre il semble admettre que les femmes de ménage absentes se voient retirer cette prime, comme si la poussière respirée des années et des mois durant disparaissait des poumons lorsqu'on disparaît de la SIG...

UN MILLION RADIN

Entre nous, au lieu de dépenser de l'argent pour ses notes de service bidon et discuter chichement pour savoir si on doit accorder 25 F. à celles-ci plutôt qu'à celles là la direction ferait bien d'augmenter nos salaires ou de se taire. Il a beau s'appeler MILLION, ce ne sont pas les largesses qui l'étouffent, le nouveau directeur.

GUADELOUPE : B.N.P ECHOS DE LA GREVE

LES NON GREVISTES ONT DÛ PASSER DEVANT LA HAIE D'HONNEUR

Il est généralement coutume que ceux à qui l'on fait une haie d'honneur en soient fiers et contents. Mais c'était loin d'être le cas, mardi à 12 H 30 à la BNP Rénovation, pour ceux de nos collègues qui avaient travaillé.

En guise de réprobation, nous leur avons fait une haie d'honneur et les avons acclamés à leur sortie. Il n'étaient ni fiers, ni heureux. Ils cherchaient plutôt à se défilier et à disparaître au plus vite de notre vue !

DU NOUVEAU MATERIEL APPARU COMME PAR MIRACLE.

Depuis longtemps au Service Etranger nous réclamions du nouveau matériel, et toujours la direction nous répondait que le budget ne lui permettait pas d'en acheter dans l'immédiat.

Or quel ne fut pas notre étonnement mercredi de voir apparaître deux autres machines électriques.

L'apparition de ces machines est très certainement en rapport avec notre grève. Car elle a permis à nos patrons comme par enchantement de trouver l'argent nécessaire à l'achat de machines électriques.

Ouf ! nous allons enfin mettre au rencart les vieilles machines mécaniques complètement inadaptées à ce qui nous est demandé

Ce que nos différents chefs de service n'avaient pu obtenir après plusieurs mois de demande nous l'avons obtenu en 4 jours de grève.

LES MAITRES BLANCS N'ONT JAMAIS EU DE RECONNAISSANCE POUR LEURS VALETS NOIRS.

Certains cadres antillais ont montré clairement qu'ils faisaient passer leur désir de promotion et d'être bien vus par la direction avant leur dignité.

Mais il n'empêche qu'ils n'ont pas été très fiers de se faire huer mardi à midi lorsque nous leur avons fait une haie d'honneur. Plus d'un a dû se sentir mal à l'aise.

D'autant que notre victoire a montré que la force n'est pas toujours ce que l'on croit. Qu'ils se mettent bien en tête que "MAKO PA KA PAYE", car les maîtres reconnaissent les valets sans la moindre reconnaissance.

MARTINIQUE

FIN DE LA GREVE DE L'HOTELLERIE

La grève de l'hôtellerie s'est achevée par un accord après 43 jours de lutte des travailleurs.

Le principal point de désaccord était l'obtention d'une prime d'ancienneté. Le syndicat CDMT réclamait une prime de 1 % par année d'ancienneté, avec point de départ au bout de 3 ans de travail. Cela n'a pas été accepté par les patrons.

Ce qui a été obtenu, c'est une prime d'ancienneté liée aux bénéfices produits par l'hôtel avant impôts et variables selon les établissements hôteliers.

C'est dire donc que si les hôteliers ont accepté le principe de la prime d'ancienneté, ils font en sorte que cela leur coûte le moins cher possible, et surtout qu'ils aient le plus possible la possibilité de passer au travers des mailles d'un accord qui leur permet tout en reconnaissant le principe de la prime, de ne pas la payer (au cas où par exemple ils ne déclareraient pas de bénéfices).

Donc pour voir les résultats réels du mouvement, il faudra attendre les négociations hôtel par hôtel.

CHILI : COUP DE COLERE CONTRE LA DICTATURE



Le gouvernement militaire chilien.

Mercredi 11 mai était déclarée "journée de protestation civile". La confédération des mineurs du cuivre, soutenue par d'autres syndicats tolérés ou clandestins, avait organisé cette journée de protestation contre le régime, qui a connu un vif succès : grève quasi générale, nombreux défilés dans les rues de Santiago, concerts de klaxons et de casse-roles. Dans la nuit, de violents affrontements avec la police militaire ont eu lieu. Deux manifestants ont été tués par balle et plus d'un millier de personnes ont été arrêtées dans les jours qui suivirent. Ils furent conduits sur le stade de football de la capitale, stade qui est devenu tristement célèbre depuis les événements sanglants de septembre 1973. Selon la presse internationale, la plupart des personnes arrêtées ont été relâchées sauf 200 environ qui ont été conduits vers une destination inconnue.

Ainsi, le gouvernement du dictateur Pinochet n'a pas hésité à frapper et à frapper fort. Il montre son intention de ne pas tolérer la moindre velléité de contestation. Pinochet qui n'a pas cessé de faire régner l'ordre et la terreur ne tient guère à laisser éclater

la colère d'une fraction de la population sur cette poudrière que constitue le Chili. Car 10 ans de dictature n'ont pas permis au général Pinochet, valet de l'impérialisme américain, de régler les principaux problèmes dans lesquels se débat le pays, et en particulier le problème économique. Au contraire la situation économique n'a pas cessé de pourrir au point de permettre au Chili de prendre place dans le peloton de tête des pays les plus endettés. La dette extérieure du Chili avoisine les 20 milliards. Le chômage atteint plus de 20 % de la population. Les entreprises sont particulièrement endettées et la production a subi un recul de l'ordre de 14 % (soit - 28 % dans le bâtiment et - 21 % dans le secteur industriel). Tout cela se traduit par des faillites en cascades. On en compte 810 pour l'année 1982. L'intervention de l'état pour racheter les entreprises en faillite indispensables à l'économie n'a pas endigué la vague. Parallèlement les capitalistes se livraient à des attaques en règle contre les travailleurs en licenciant massivement et en réduisant considérablement les salaires. Différentes tentatives

furent faites pour les ramener à leur niveau de 1979. Et de peur d'être jetés à la rue beaucoup de fonctionnaires ont été obligés d'accepter de telles conditions de travail. En fin de compte on a calculé que le pouvoir d'achat a diminué de 21 % à la fin de 1982.

La petite bourgeoisie chilienne ne fut donc pas non plus épargnée par la crise. Les nombreux fonctionnaires, petits commerçants et autres couches moyennes qui constituent la base principale du régime au sein de la population, ont cru au mirage pendant un moment. Mais le contact avec la dure réalité fut douloureuse pour eux. En effet, la politique économique du gouvernement qualifiée "d'économie sociale de marché" devrait permettre selon les affirmations de Pinochet à chaque Chilien de posséder une voiture et une télévision. Une telle politique a eu un certain succès auprès de la petite bourgeoisie. Mais maintenant c'est fini le temps où ces petits bourgeois construisaient des châteaux en Espagne. Le rêve a maintenant fait place à la colère et aux désillusions. Les petits bourgeois en colère n'hésitent plus à descendre dans les rues. La classe ouvrière elle aussi relève la tête et essaie de se libérer de la chappe de la dictature. Le succès de la grève du mercredi 11 mai en est une preuve. Tout ce mécontentement conjugué fait peser une grosse menace sur le régime de Pinochet. Celui-ci l'a bien compris et c'est pourquoi il a décidé de frapper vite et fort.

Mais les travailleurs chiliens de 1973 ont fait l'expérience sanglante que ce n'est pas seulement en manifestant, en payant de leur personne, dans les cachots à torture, dans les prisons que ce n'est pas en votant pour des démocrates bourgeois comme Allende qu'il peuvent changer leur sort.

Le coup d'état et la répression monstre de 73 ont montré que pour gagner, les travailleurs n'ont pas le choix : ils doivent se préparer de manière révolutionnaire, ils doivent forger des organisations révolutionnaires en leur sein qui n'hésiteront pas le moment venu à armer le prolétariat contre la dictature.

Il y avait Allende, un démocrate, avec de bonnes intentions, mais il y avait l'armée, l'armée de la bourgeoisie équipée par l'impérialisme américain conseillé par des experts militaires américains. Le pouvoir réel c'était cette armée.

Pourtant des millions de travailleurs trompés par les partis de gauche chiliens, socialiste et communiste ont fait confiance dans l'enthousiasme à un tel régime. La gauche chilienne leur disait, que c'est le socialisme, que les travailleurs étaient au pouvoir, c'était là l'arrivée au socialisme par la voie pacifique, par les élections etc etc...

"On sait ce que cela a donné par la suite Allende assassiné dans son propre palais par les généraux qu'il ne voulait pas contrarier, des milliers de gens parqués dans des stades, la torture systématique, les exécutions, les disparitions, l'interdiction de toutes les libertés etc. etc..."

Alors aujourd'hui où le peuple chilien relève la tête, contre la dictature, peut-être peut-il subir encore une fois une répression généralisée de Pinochet peut être peut il aboutir à ce que le régime de Pinochet soit défait et remplacé par des généraux plus "démocratiques" ou par des civils. Mais tant que la classe ouvrière n'est pas préparée, organisée, et prête à s'armer pour le pouvoir, force restera à ceux qui ont réellement cette force : l'armée.

MARTINIQUE : ÇA GRENOUILLE DANS LES PARTIS DE GAUCHE

Deux événements viennent de se dérouler au sein de la Fédération Socialiste de la Martinique et au sein du PPM

Au sein de la Fédération Socialiste, Siméon Salpêtrier est bien muet depuis quelques temps. Il est semble-t-il contesté par les autres responsables de son parti. Quant à Arthur Régis, il vient de démissionner de la direction du Progressiste, dont il était le directeur.

Ces deux événements semblent avoir la même cause : ce sont des retombées des élections régionales. Il semble que l'on reproche à Salpêtrier le fait que le PS n'ait pas fait plus de 12 % aux élections, ce qui l'a mis loin derrière le PPM.

Pour Régis, le fait est qu'on ne l'a pas présenté comme candidat aux régionales, alors qu'il avait dit par avance qu'il souhaitait être conseiller régional. On lui reproche en effet d'avoir démissionné quand il était au conseil général. Son attitude ne serait pas digne de confiance, et il a démissionné de son poste de directeur du "Progressiste".

Les grenouillages qui se déroulent actuellement dans ces partis sont là pour nous rappeler que les hommes de gauche ne tiennent compte que d'une donnée : les élections. Cela seul fonde leurs actions et c'est ce qui détermine leurs prises de position.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.

Commission paritaire

N° 51728

MEXIQUE :

LA CLASSE OUVRIERE FRAPPEE PAR LA CRISE.

La crise grave qui frappe le Mexique a des conséquences catastrophiques pour le gros de la population : ouvriers, chômeurs, petits paysans.

Le pays est le plus endetté du monde auprès des banquiers internationaux et en premier lieu le FMI, contrôlé par les Etats Unis. En effet pour financer l'équipement technologique indispensable à l'exploitation de son pétrole, il a dû emprunter. Comme les produits manufacturés et la technologie qu'il achète aux pays développés, aux Etats Unis surtout, lui sont vendus plus cher que les produits qu'il vend, pétrole essentiellement, il s'endette. La baisse du prix du pétrole a encore aggravé ses dettes. Aujourd'hui, tout le pétrole exporté sert à payer les intérêts de la dette extérieure qui s'élève à une centaine de milliards de dollars.

Le FMI a consenti au Mexique des échelonnements de sa dette et de nouveaux prêts, mais il a exigé en échange que le gouvernement impose un programme d'austérité draconien à la population. Ce que le gouvernement mexicain a accepté. D'ailleurs le régime est si corrompu, les officiels

s'enrichissant ouvertement de leur passage au pouvoir, que les banquiers du FMI n'ont guère eu de peine à obtenir leur accord en vue de pressurer davantage encore la population. Le parti au pouvoir, le PRI, (Parti Révolutionnaire Institutionnel) soutient ainsi sans se cacher les plus riches familles du pays, qui placent leurs capitaux à l'étranger, spéculent sans vergogne, aggravant ainsi le déficit extérieur.

Les faillites, les fermetures d'usines se succèdent, aggravant le chômage qui touche totalement 15 % de la population active, et partiellement 40 %. Dans les 6 premiers mois de 1982, un million de travailleurs avaient perdu leur emploi, et ce rythme s'amplifie. Les bidonvilles grossissent. Les maladies infectieuses, l'alcoolisme, font des ravages. Les pauvres connaissent la sous-alimentation ou la faim chronique.

Pour payer ses dettes, le gouvernement crée de la monnaie, ce qui entraîne une dévaluation continue du peso et une inflation galopante. En 1982 l'inflation a été de 100 % au moins, et pour les 4 premiers mois de 83 elle a atteint 40 %

Face à la flambée des prix, les salaires n'ont été augmentés que de 60 % dans les meilleurs des cas. Dans ces conditions, la misère déjà forte, s'accroît rapidement. Si toute contestation ouvrière est très violemment réprimée, si les travailleurs sont encadrés par des syndicats liés au régime et dont le rôle est de canaliser ou de faire taire leur mécontentement, il est maintenant difficile à ces derniers de remplir ce rôle, car la colère commence à déborder. La Confédération des Travailleurs Mexicains, laisse percer le mécontentement des ouvriers et réclame des baisses de prix. Et pourtant ces syndicats sont tellement liés au gouvernement que dans l'industrie pétrolière par exemple ce sont eux qui procèdent directement aux embauches et se font les auxiliaires de la police contre les travailleurs.

Mais le FMI a exigé que les augmentations de salaire ne dépassent pas un certain seuil, bien inférieur à la hausse des prix. Face à une telle situation, la classe ouvrière mexicaine pourrait fort bien laisser éclater sa colère dans les mois qui viennent.

MARTINIQUE LA BONNE SOCIETE : EN TOLE !

Trois personnages de la bonne bourgeoisie foyalaise viennent de faire connaissance avec les locaux insalubres de la maison Centrale de Fort de France.

L'affaire débute par un simple contrôle douanier à l'aéroport du Lamentin sur la personne d'un cadre de la BFC. (Banque Française Commerciale). Ce cadre transporte la coquette somme de 80 millions de centimes qu'il doit déposer à Miami. Or nous sommes en période renforcée du contrôle des changes. Le cadre est donc en situation irrégulière.

Mais là où l'affaire se corse, c'est lors-

que l'on apprend que cette somme ne lui appartient pas, mais est la propriété de deux bourgeois martiniquais qui saisissent l'occasion de mettre quelques sous de côté, dans le but de profiter de la prochaine dévaluation du franc.

Si cette affaire a transpiré au point de paraître dans la presse, cette dernière a conservé une très grande discrétion. Les noms des trois détenus n'ont pas paru. Leurs photos n'ont pas fait la "une". Ah ! s'il s'était agi d'un rasta, d'un quelconque fumeur de marijuana ou d'un voleur à l'arraché.

Mais la presse bourgeoise sait faire le

silence sur les siens quand ils sont pris en flagrant délit.

Est-il besoin de signaler que les 80 millions que les bourgeois tentaient de mettre en sécurité représentent 20 ans de salaire des employés de l'hôtellerie, dont les patrons et la presse à leur service trouvaient que c'était bien trop que de leur céder une prime d'ancienneté.

En tout cas les emprisonnés pourront consacrer les longues heures de repos qui leur sont concédées à préparer une meilleure manière de frauder sans se faire prendre.